

La crise, quelle crise ?

1 - Les causes de la crise

Le fait qu'en système capitaliste l'argent rapporte de l'argent, les inégalités ne peuvent que se creuser avec le temps. De plus, le travail étant effectué de plus en plus par des machines, les revenus reviennent de plus en plus aux détenteurs de capitaux et de moins en moins aux travailleurs, qui se retrouvent ainsi exclus. Enfin, les lobbies capitalistes obtiennent des lois de plus en plus en leur faveur : tel fut le cas, par exemple, du dernier paquet fiscal de Sarkozy. L'affaire Gautier-Sauvagnar a montré comment le MEDEF était corrupteur.

Aussi, les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux. En France, les revenus des 10% plus riches sont en moyenne 6 fois plus élevés que ceux des 10% plus pauvres (1). Aux États-Unis, de 2000 à 2007, le nombre de pauvres était déjà passé de 31,6 millions à 37,2 millions (2).

Par ailleurs, le fait que ce soit l'industrie automobile qui soit le plus touchée montre que l'une des causes de la crise est la limite des ressources de la planète, notamment en matière énergétique.

Jusqu'à un passé récent, les entreprises parvenaient à peu près à écouler leurs productions par le biais du crédit. La crise des subprime a mis à mal cet expédient : 2,1 millions de propriétaires endettés (3) ont été, aux États-Unis, expulsés de leurs logements, qui maintenant ne trouvent pas d'acquéreurs. En France, les tribunaux prononcent 100 000 expulsions de logements par an (3) alors que de nombreux habitats ne trouvent d'acquéreurs. L'industrie du bâtiment est en berne : le nombre de permis de construire a diminué de 28% en 2008 (3).

Les remèdes à la crise pratiqués par Sarkozy, remèdes qui consistent à soutenir financièrement les banques et les industriels ne pourront qu'augmenter les inégalités et donc qu'aggraver la crise. De plus, ils augmentent fortement la dette de l'État qui va approcher des trois quarts du PIB. Comment l'État va-t-il rembourser sa dette ? Ne va-t-on pas vers une crise supplémentaire ?

2 – Quelles solutions ?

Pour résoudre la crise, il faut réduire les inégalités : partager les richesses et le temps de travail. Il faut :

- augmenter les revenus minimaux et le SMIC ;
- diminuer le temps de travail sans réduction de salaire ;
- améliorer et développer les services publics afin que les besoins essentiels de l'être humain soient satisfaits :

éducation, santé, alimentation, eau, logement, travail..., et ce, sous le contrôle des salariés et des usagers ;

- établir un revenu maximum qui permettra de financer les mesures précédentes ainsi que le remboursement de la dette de l'État.

Est-il acceptable qu'une personne comme le footballeur Thierry Henry touche 1183 SMIC chaque mois (2) ? Il faut savoir que, compte tenu des chiffres cités ci-dessus, on peut doubler les revenus des 10% plus pauvres en réduisant seulement de 17% ceux des 10% plus riches.

Par ailleurs, il faut être conscient que la crise « financière » a été précédée par des crises énergétique et alimentaire, les ressources de la planète étant limitées. Relancer des secteurs économiques énergivores comme celles de l'automobile et de l'aéronautique est donc, de la part de Sarkozy, irresponsable. Cela ne peut à terme que nous enfoncer dans la crise. En revanche, il faut prévoir la reconversion réelle des salariés des branches économiques liées à l'automobile.

Les solutions à la crise passent par la mobilisation des salariés dans la rue et sur le lieu de travail, par leur contrôle des prises de décision et, au besoin, par la reprise d'entreprises par les salariés. C'est ce qu'envisagent de faire ceux de Beghin-Say de Nantes pour produire un produit essentiel : le sucre.

3 – Nécessité d'un mouvement international

Pour être efficaces, ces mesures doivent être au minimum européennes. Quand est-ce que les différents gouvernements du monde se concerteront pour instaurer un SMIC mondial, un revenu maximum mondial au lieu d'organiser le soutien de ces « pauvres » banques ?

Nous ne devons rien attendre de leurs initiatives. La journée de grève du 29 janvier est une manière de les contraindre. Mais il reste à construire un mouvement social international, car en face de nous, les multinationales ont la possibilité de déménager leurs activités de pays avec la complicité des gouvernements.

Sources chiffrées

- (1) OCDE
- (2) Observatoire des inégalités
- (3) L'Humanité dimanche

Les Alternatifs-Isère

42 rue St-Laurent 38 000 Grenoble

Tel. 04 76 24 13 31

Courriel : 38@alternatifs.org

Site : www.alternatifs.org/38/